

Depuis plusieurs jours, une formidable vague de protestation soulève une grande partie des villes et villages d'Algérie.

Il y a eu d'abord une succession de grèves qui ont touché tous les secteurs de l'économie, les travailleurs réclamant une augmentation de leur pouvoir d'achat et la fin de la politique d'austérité.

Devant le mépris affiché du pouvoir face à ces revendications, ce furent les lycéens et les étudiants puis l'ensemble de la population algérienne qui prit le relais.

Depuis maintenant une semaine, des manifestations et des affrontements avec les forces de répression se succèdent sur l'ensemble du territoire national.

Le pouvoir réagit par une répression sauvage en décrétant l'état de siège et ordonnant à l'armée de tirer : des centaines de morts et des milliers de blessés et d'emprisonnés.

### Il y a urgence !

La coordination appelle la communauté algérienne en France à réagir. Elle lance un appel à tous les hommes et les femmes épris de justice et de liberté, à toutes les forces démocratiques de France pour condamner la répression et exprimer leur solidarité.

- ◊ Pour la cessation immédiate de la répression
- ◊ Pour la levée de l'état de siège
- ◊ Pour la libération des emprisonnés
- ◊ Pour la solidarité avec le peuple algérien

*Coordination de solidarité avec le peuple algérien*

TEL 43 49 55 88

### Ont déjà apporté leur soutien :

Association arabe des droits de l'homme, FASTI, ATMF, UTIT, ATAF, CLAP, Mémoire fertile, ATT, Texture, CTA, AFFETIMA, Collectif étudiants algériens de Paris, AFRICA, EMAF, CAIF, Accueil et promotion, SOS Ça bouge.

Radio Tropic FM, Radio Nova, Radio Aventure FM, Kiss FM, TFF, Radio Maghreb, Radio Beur...

FEN, URSIF-CFDT, Coordination des infirmières....

FGA, LO, LCR, JCR, Communistes rénovateurs, CIPUNPAG (ex-comités Juquin), UTCL, MAN.

PRS, MDA...

## Solidarité avec le peuple algérien !

### ABONNEMENT

- Abonnement annuel	150F
Comprenant:	
- le 4 pages hebdo	
- le journal tous les deux mois (10F l'ex)	
- deux revues par an (25F l'ex)	
- Abonnement sous pli fermé	170F
- Abonnement de soutien	200F
- Abonnement international	200F

- Abonnement de diffusion	
2 exemplaires par N°	260F
5 exemplaires par N°	500F

Attention: Chèques à l'ordre du **FIL DU TEMPS**

Adresse : «LE FIL DU TEMPS»  
BP 602  
75530 Paris Cedex 11

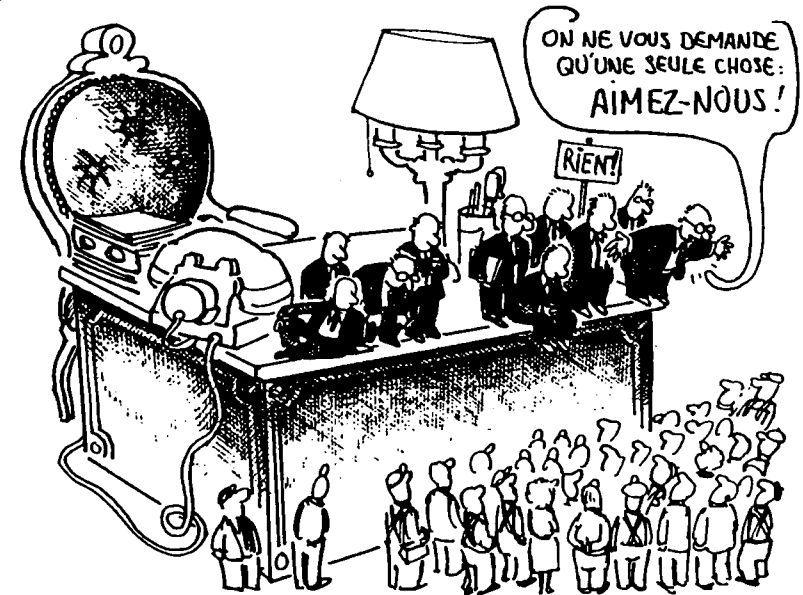
Directeur de publication : André SENEZ

Commission Paritaire N 64 461

Dépot Légal N°48 858/ Editeur «Le Fil du Temps»



# LUTTER!



## PLEINS FEUX

Faut-il qu'ils y aient vraiment cru, à l'enterrement de la sociale! Et l'on reparle de la lutte de classe. Jusqu'aux directions syndicales confédérales qui redécouvrent les revendications : le changement de ton de la CFDT est à ce titre révélateur.

Oui, le climat a changé. Soudain, ceux qui "font l'opinion" daignent se pencher sur les fiches de paie des fonctionnaires, hier encore promus "nahtis" par nos gouvernants successifs.

Oui, la situation peut devenir explosive. Rocard, Barre et les autres continuent de jouer leur couplet préféré : celui de l'austérité.

Un pouvoir qui n'a plus rien à dire, plus l'ombre d'un semblant de réforme

à proposer, qui méprise ouvertement les infirmières ("elles n'ont pas dû comprendre le sens de nos propositions"), ne peut espérer compter plus longtemps sur l'absence de ripostes des travailleurs. Le mécontentement est grand à la base. Personne aujourd'hui ne peut dire si la journée du 20 octobre sera l'amorce d'un vaste mouvement social ou l'occasion d'empêcher son développement. Mais ce qui est sûr, c'est que seul une lutte d'ampleur, prolongée, auto-organisée et coordonnée depuis la base, dirigée par tous en assemblées générales dans toute la fonction publique pourra faire céder la logique de l'austérité, et montrer le chemin à tous les travailleurs.

LUTTER! 20 octobre 1988.



# TOUS ENSEMBLE, UNITÉ!

UN NOUVEAU  
PRINTEMPS EN HIVER ?

Pour la troisième année consécutive, on enregistre au mois d'octobre une poussée du mouvement social. Avec, toutefois, une particularité notable pour cette rentrée : dans tous les secteurs de la fonction publique le mécontentement est fort, même s'il ne se traduit pas nécessairement -pour l'instant- par des grèves; des tentatives d'auto-organisation ont lieu et l'exemple des infirmières est particulièrement révélateur

de la volonté de prendre en main les luttes, sans attendre des consignes syndicales nationales qui ne viennent pas...

LA FIN DE  
L'ÉTAT DE GRACE

Autre particularité, les travailleurs de la fonction publique ne sont plus dans les mêmes dispositions qu'il y a quelques années par rapport au gouvernement socialiste. "l'ouverture" est passée par là, et le fait que les marges de profit se sont largement reconstituées donnent plus de crédibilité aux revendications. Lutter n'est plus "ringard"; mais un juste droit.

LES COORDINATIONS

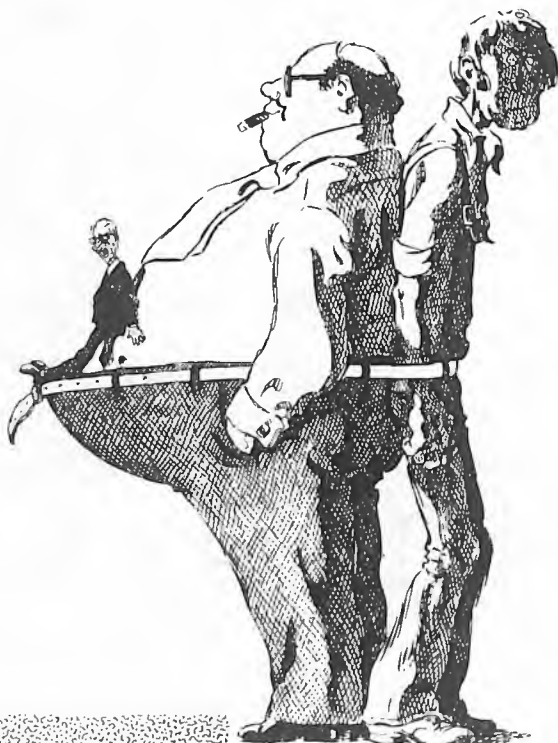
Il n'existe pas de solution miracle pour obtenir gain de cause. Les réponses seront nécessairement multiformes, ce qui est la caractéristique

même d'un mouvement exprimé par la base. Cela dit, les structures de type "coordination" semblent devoir marquer durablement le paysage social, non seulement sur le plan hexagonal mais aussi européen (voir aussi le cas italien avec les COBAS). Preuve s'il en est de la crise du syndicalisme tel qu'il est exprimé aujourd'hui par les directions confédérales.

Le danger du "corporatisme" analysé avec insistance tant par ces mêmes directions que

par les médias, s'il existe et peut effectivement poser à terme de réels problèmes, ne peut être un argument. Il ne sert essentiellement que de paravent à l'inaction : ce sont les mêmes qui nous vantent les vertus de l'interprofessionnel qui se sont refusés jusque là à toute initiative de masse pouvant justement dépasser le strict cadre catégoriel! Alors, pleins feux sur l'auto-organisation, et la parole aux assemblées générales!

Edith SOBOUL.



# Vive la Sociale!

# LYCÉENS

Toute amélioration du niveau de vie, si minima soit-elle, toute extension des droits démocratiques des travailleurs, leur pouvoir de décision et de contrôle, leur participation effective à tous les aspects de la vie, à l'entreprise et hors d'elle, sont autant de jalons placés sur la voie du progrès social et démocratique vers des réformes de plus grande envergure et des changements plus fondamentaux sur le chemin d'une perspective socialiste auto-organisée et originale.

L'AVENIR  
ME FAIT  
PEUR...



Après deux mois de vacances, les lycéens ont retrouvé le 6 septembre dernier, les "banes de l'école". Pourtant, contrairement à ce qui a été dit et redit, la rentrée ne s'est pas faite dans des conditions satisfaisantes. Jospin avait engagé des "mesures d'urgence" au mois de juin. Mais la faiblesse des moyens fit que la rentrée se déroula comme prévu.

De nombreux mouvements dans les lycées ont ainsi fait apparaître au grand jour les problèmes immédiats. Rappelons ceux-ci, que l'on retrouve un peu partout :  
-renovation et construction de lycées quasi-inexistants (37 au lieu des 65 qui auraient été nécessaires cette année);  
-la sécurité est de plus en plus remise en question par le nombre d'élèves: régulièrement de 50 à 100% en plus par rapport au nombre d'élèves initialement

prévus;  
-dans les lycées techniques et professionnels, un outillage vétuste qui ne correspond plus aux nécessités de l'utilisation actuelle et qui pose des problèmes de sécurité (3 morts en 87-88);  
-les sureffectifs entraînent des conditions de travail déplorables pour les profs et les élèves et contribuent à la mise en place d'une stratégie de l'école;

-les options sont de moins en moins assurées, que ce soit en seconde, première ou terminale;  
-certains cours "obligatoires" ne sont assurés que dans l'enseignement général qu'au prix de la suppression de ces postes dans les lycées techniques et professionnels, en particulier en français et en langues...où l'on conseille alors aux élèves de s'inscrire à des cours privés par correspondance!  
-mais le fait le plus grave est sans

aucun doute celui des lycéens, principalement en terminale qui, ayant redoublé, ne sont repris nul part. Un estimate officiel n'étant fourni, à environ 1500 pour la région parisienne et jusqu'à 5 ou 6000 pour le pays le nombre d'élèves concernés! Les propositions qui leur sont faites étant soit de s'inscrire en filières privées dans les lycées publics (l'inscription coûte alors de 8000 à 10 000F et ils ne sont pas cotés dans les effectifs), soit de se faire embaucher comme TUC et d'être alors, autorisés, "à titre gracieux", à assister à certains cours.

APPEL  
DE LA  
COORDINATION NATIONALE  
LYCÉENNE  
"Dans tous nos lycées, il manque des profs, les classes sont pleines à craquer, les locaux délabrés, les équipements trop vieux, parfois dangereux. Dans les cantines, on refuse du monde et souvent on ne dispose que de quelques minutes pour manger, après plus d'une heure d'attente. Nos emplois du temps sont complètement fous. Il est URGENT D'AGIR.

Ces conditions d'études risquent de nous faire échouer au terme de notre année scolaire.

Pour certains lycéens, la situation est très grave : ils n'ont toujours pas de place. Si des classes ne sont pas ouvertes, ils ne pourront pas continuer leurs études et iront s'inscrire à l'ANPE. Il n'y a pas une minute à perdre. Dans une trentaine de départements, nous avons commencé à agir; dans d'autres, pas encore. Mais, un point commun à tous : c'est le manque de moyens. Nous ne pouvons pas attendre : c'est maintenant qu'il nous faut ces moyens (des profs, du matériel...) pas dans trois mois!

Pour que nous puissions réussir nos études cette année, le gouvernement doit prendre des mesures d'urgence

COORDINATION NATIONALE  
13 rue BRANLY  
65100 UZELANGE  
(16) 38 61 34 41

dans l'établissement où ils travaillent...  
...On croit rêver! A moins que ce ne soit un cauchemar?

Sur l'ensemble de ces problèmes, une coordination nationale des lycéens s'est mise en place, au regroupement déjà une dizaine de départements.

Emmanuel (CJL-Orléans)

## COLLECTIF JEUNE LIBERTAIRE

Le CJL de la Fac de Nanterre a organisé le 18 octobre une réunion-débat sur le RMI, avec la participation de Jean-Philippe Sennac, membre de la coordination nationale pour un revenu minimum, qui a animé

la campagne à laquelle se sont associés le CJL et l'UTCL. La discussion fut fort intéressante et a permis à plusieurs personnes de s'informer et s'exprimer.

LE 26 OCTOBRE, toujours à la fac de Nanterre, le CJL propose une autre initiative, celle-là sur la "sécurité dans les transports, quelle logique: productivisme ou service public rentabilité..." Avec des chemiots de la CFDT, de la CGI, des syndicalistes d'Air Inter.